

Pour Macron, les assassins du Bataclan n'étaient pas des radicalisés, juste des déséquilibrés !

écrit par Christine Tasin | 28 juin 2019



.
Tout va très bien, Madame la Marquise... Cela vient de tomber. La radicalisation ne toucherait pas vraiment les services publics. D'ailleurs, la radicalisation ne serait pas ce que l'on croit. Mieux encore, il ne faudrait pas voir de lien entre terroristes et intégristes, entre terroristes et fondamentalistes.

.
Et oui, ils osent, tout honte bue.

Le rapport, fruit d'entretiens menés depuis l'automne dernier avec des responsables de services publics, conclut que l'armée, la police, la gendarmerie et l'Education nationale "ne sont touchées par la radicalisation que de façon marginale".

<https://www.europe1.fr/societe/islam-radical-les-services-publ>

[ics-peu-touches-mais-la-menace-persiste-selon-un-rapport-3906565](#)

Les services publics, peu touchés par la radicalisation ? Ils se foutent ouvertement de nous.

Le Point, qui avait pu se procurer le rapport officiel, en avait tiré un tableau plus qu'alarmant dont nous avons rendu compte la semaine dernière :

<http://resistancerepublicaine.com/2019/06/22/dossier-islamistes-du-point-impossible-de-savoir-si-les-agents-de-securite-des-jo-2024-seront-radicalises/>

Le moins que l'on puisse dire est que les différents interlocuteurs de la commission avaient tous poussé un cri très alarmiste...

.

Le résultat ? Une de ces manipulations dont Macron a le secret : certes il y a des menaces mais les services publics sont peu touchés par les radicalisés. Dormez sur vos deux oreilles, bonnes gens. Pas – ou peu, quelle importance !- de terroristes en puissance dans l'armée, dans la police, dans nos écoles, dans nos hôpitaux, dans nos métros... Et pour cause, nous avons pu lire dans le Point que la loi n'ayant pas prévu ces cas-là, on ne peut pas les révoquer... quant à les désigner et les surveiller, vous n'y songez pas, même Michu, ce serait de la discrimination.

.

Et voilà le grand numéro de Macron, ou plutôt l'astuce : il a inventé une nouvelle définition de la radicalisation, qui concernerait à présent uniquement ceux qui préparent des actions violentes contre l'Etat.

“La radicalisation est loin d'être un problème majeur au sein des services publics, et l'Etat a pris des mesures ces

dernières années, donc certaines fonctionnent bien. Mais il suffit d'un cas, et il existe encore des trous dans la raquette qu'il faut boucher", explique Eric Poulliat. Le député rappelle au passage que la radicalisation suppose de considérer que "l'action violente contre l'Etat" est "légitime". "Elle ne doit pas être confondue avec une pratique rigoriste de la religion, le fondamentalisme ou les atteintes à la laïcité".

Bigre, rien à voir entre la pratique rigoriste de la religion et les auteurs d'attentat ? C'est la révélation du mois. Evidemment. Voilà que terrorisme et islam sont définitivement distincts, grâce au rapport qui n'avait sans doute été demandé que dans ce but.

Voilà que terrorisme et atteintes à la laïcité n'ont rien à voir...Voilà que terrorisme et discrimination des femmes n'ont rien à voir...

Conclusion : le terrorisme n'a rien à voir avec l'islam.

...

Très fort. Macron est très fort.

Apparemment personne ne lui a fait remarquer que les compagnes des djihadistes sont toutes emburkinées, comme nombre de nos musulmanes...

Apparemment personne ne lui a fait remarquer que certaines mosquées étaient/sont de tels nids de djihadistes-terroristes que ses différents Ministres de l'Intérieur en ont fait fermer quelques-unes...

Apparemment personne ne lui a fait remarquer que les terroristes ont tous un point commun, ils sont musulmans et pratiquent de façon très rigoriste leur religion, au point d'agresser voire de violer ou tuer une femme légèrement vêtue...u

.

D'ailleurs il n'y a pas le feu au lac. Savez-vous qui Macron a chargé d'enquêter sur la radicalisation et les radicalisés ? Ses plus fins limiers ? Des officiers supérieurs chargés du renseignement dans lequel ils ont brillé ?

Que nenni... des intellectuels (pseudo-intellectuels ?), des universitaires, des doctorants... Des pékins, sans doute gauchistes comme ils le sont en majorité, qui vont devenir "docteurs es ? " grâce aux terroristes qu'ils vont interroger.

Je vous promets que ce n'est pas le 1er avril, je vous promets que je ne galère pas, je vous promets que ce n'est pas encore Alzheimer. C'est juste Macron.

Attention les yeux, on ne parle, bien entendu que de radicalisation islamiSTE ! Les pléonasmes ça ne les dérange pas.

Le ministère de l'Enseignement supérieur va financer des thèses sur la radicalisation islamiste

Cinq postes de doctorants ont été créés et le Fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste va être ouvert à la recherche scientifique. Un comité scientifique de prévention de la radicalisation, le Cosprad, a également été installé.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche va financer cinq postes de doctorants pour travailler sur les [sujets liés à la radicalisation islamiste](#), et ouvrir à la recherche scientifique le Fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste ([FSPRT](#)).

Les cinq doctorants mèneront des recherches interdisciplinaires sur les problématiques de la radicalisation islamiste pour l'écriture de thèses et commenceront leurs travaux à la rentrée 2019, a indiqué mardi le ministère, à l'issue de l'installation du comité scientifique de prévention de la radicalisation (Cosprad).

Des “chercheurs accrédités” pour le FSPRT

Le FSPRT, créé en 2015, compile les fiches de plusieurs milliers de personnes qui seront par ailleurs “rendues accessibles à une équipe de chercheurs accrédités”, des données utiles “à la compréhension des phénomènes de radicalisation”, indique le communiqué.

Le Cosprad, mis en place par la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal et le secrétaire d'État à l'Intérieur Laurent Nuñez, vise notamment à “faciliter les interactions entre les administrations publiques et les chercheurs en sciences humaines et sociales”, “proposer des axes de recherche prioritaires sur les questions de radicalisation”, “favoriser l'accès aux données à caractère sensible en matière de radicalisation” et “contribuer à la valorisation des résultats de la recherche” et “à leur réutilisation au bénéfice des politiques publiques”.

<https://www.europel.fr/societe/le-ministere-de-lenseignement-superieur-va-financer-des-theses-sur-la-radicalisation-islamiste-3885074>

Il faut croire qu'il avait besoin d'acheter et/ou de récompenser quelques piliers des syndicats enseignants du Supérieur ...

Il n'empêche que nombre de gauchistes vont avoir accès la liste des radicalisés... pour peu qu'ils soient proches d'eux idéologiquement et qu'ils leur communiquent les documents les concernant...

.

On est sauvés.

L'étape suivante, on leur communique le fichier des fichés S parce que Résistants à l'islamisation ?

